

LE MALAWI

11

ENJEU

Le respect des droits de la personne et la démocratisation continuent de progresser au Malawi, bien qu'il reste encore beaucoup à faire.

CONTEXTE

Les premières élections démocratiques depuis l'indépendance du Malawi ont mis fin, en mai 1994, aux trente années de régime autoritaire du seul parti ayant détenu le pouvoir. Un gouvernement de coalition a été formé par le Front démocratique uni (UDF) et l'Alliance pour la démocratie (AFORD), tandis que le Parti du Congrès du Malawi, ancien parti au pouvoir, constitue l'opposition. Depuis lors, on a noté une amélioration considérable au chapitre du respect des droits de la personne et du droit. La pauvreté et l'incertitude politique ont cependant provoqué certains écarts par rapport à cet engagement depuis un an. Le gouvernement de coalition est tombé en juin 1996 quand l'Alliance pour la démocratie s'en est retirée et a commencé à boycotter les séances du Parlement, à l'instar du Parti du Congrès du Malawi. Depuis lors, le Malawi se trouve dans un état de vide politique et constitutionnel. Le Parlement s'est à nouveau réuni le 9 décembre, à la suite d'une décision controversée selon laquelle le Président a accordé à l'UDF, qui détient une minorité de sièges, la capacité de constituer un quorum. Une ONG malawienne tente actuellement avec l'aide du National Democratic Institute (NDI), organisme américain, d'assurer la médiation entre les partis. Les institutions créées pour promouvoir le respect des droits de la personne après le règne du président Banda, comme la Commission des droits de la personne, l'Office anti-corruption, le Tribunal national des indemnités, le Commissaire aux lois et l'ombudsman sont gênées dans leur fonctionnement par le manque de ressources, un effectif insuffisant et le peu d'attention que lui porte le gouvernement, lui-même pris avec des problèmes politiques pressants.

8

Un point encourageant est l'indépendance de la magistrature; celle-ci a en effet rendu depuis un an un certain nombre de jugements faisant jurisprudence, qui la placent à l'avant-scène du développement politique du pays. Deux jugements en particulier retiennent l'attention : le premier, qui a invalidé la loi adoptée par le gouvernement qui tentait de faire mainmise sur le principal conglomérat commercial du Malawi, dirigé par l'opposition, le Parti du Congrès du Malawi, et le second, qui a acquitté un groupe de hauts fonctionnaires, dont l'ex-président à vie Hastings Banda, accusés de meurtres. Des observateurs indépendants ont jugé que ces deux décisions étaient conformes aux principes de droit et avaient été prononcées en dépit des tentatives du gouvernement en vue d'influencer le tribunal.

9

Dans l'ensemble, le gouvernement du Malawi respecte les droits de ses citoyens, mais certaines difficultés subsistent. La police nationale maltraite les détenus et fait usage de force excessive dans le traitement des personnes soupçonnées d'avoir commis des actes criminels. Toutefois, des améliorations ont été notées et toutes les recrues doivent suivre une formation sur le respect des droits de la personne. Les conditions dans les prisons du Malawi demeurent pitoyables: surpeuplement, alimentation insuffisante et installations sanitaires déficientes. L'an dernier, on a rapporté 50 décès dans les prisons, surtout pour

10